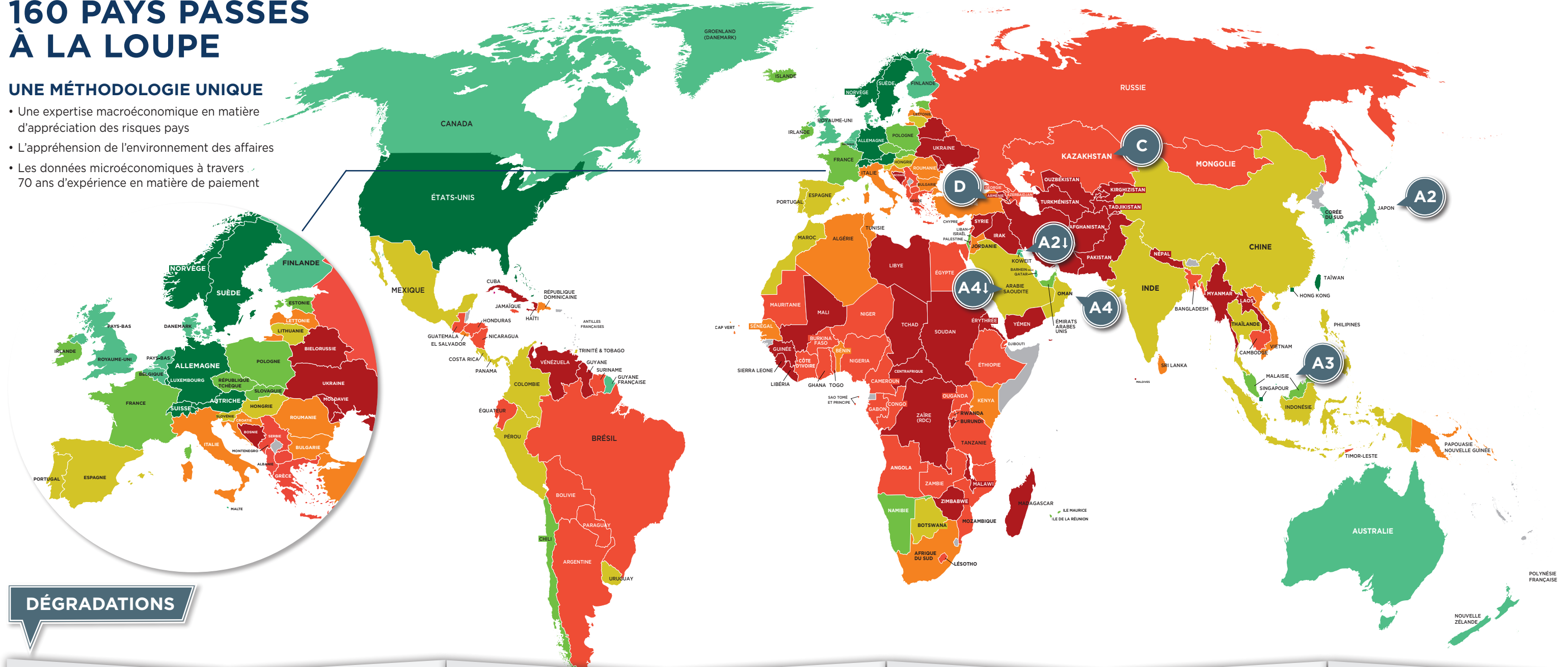




160 PAYS PASSÉS À LA LOUPE

UNE MÉTHODOLOGIE UNIQUE

- Une expertise macroéconomique en matière d'appréciation des risques pays
- L'appréhension de l'environnement des affaires
- Les données microéconomiques à travers 70 ans d'expérience en matière de paiement



DÉGRADATIONS

<p>ARABIE SAOUDITE A4 ↓</p> <p>L'économie saoudienne commence à subir les effets négatifs liés à un prix du pétrole bas. L'activité non pétrolière ralentit. Le déficit du solde public s'accroît et les dépôts publics se modèrent, fragilisant le système bancaire. Le resserrement des liquidités du secteur bancaire continue ainsi de peser sur les perspectives économiques.</p>	<p>ARMÉNIE D</p> <p>Le pays continue de souffrir de la récession économique en Russie. La situation sociale se dégrade en raison d'une frustration croissante de la population liée à la corruption, aux faibles performances économiques et à la répression des manifestations.</p>	<p>JAPON A2</p> <p>Les politiques économiques s'avèrent inefficaces : les <i>Abenomics</i> ne parviennent pas à améliorer la croissance à ce stade et le nouvel assouplissement de la politique monétaire ne devrait pas avoir un impact significatif sur l'économie réelle.</p>	<p>KAZAKHSTAN C</p> <p>La croissance est pénalisée par la baisse des prix du pétrole et les retards dans le démarrage de la production du champ pétrolier de Kashagan. Un système de change flottant introduit par la banque centrale en août 2015, pèse sur les entreprises et les banques, fortement endettées en devises étrangères.</p>	<p>KOWEÏT A2 ↓</p> <p>Bien que l'économie demeure moins affectée que les autres pays du Conseil de Coopération du Golfe par la baisse du cours des hydrocarbures (grâce à un seuil de rentabilité plus bas), une augmentation du risque à court terme est attendue. La résilience des comptes publics pourrait être mise à mal par un prix du pétrole durablement bas.</p>	<p>MALAISIE A3</p> <p>Le pays, dépendant de la demande externe, souffre du ralentissement de l'économie chinoise et américaine. Il est également affecté par la baisse du prix des matières premières et notamment du pétrole. La dette publique reste élevée et le risque politique augmente.</p>	<p>OMAN A4</p> <p>En 2016, le pays devrait continuer d'observer une baisse de ses recettes budgétaires et d'enregistrer un déficit public de l'ordre de 20%. Le compte courant reste exposé à la baisse des recettes d'exportations pétrolières et devrait atteindre un déficit approchant 17% du PIB.</p>
--	--	--	---	--	--	--